02/07/1992

AFFAIRE COOLS

DEHOUSSE PARLE : « J'AI PEINE A IMAGINER VAN DER BIEST EN CHEF DE GANG... »

Quelques jours avant que sa voiture ne soit incendiée, Jean-Maurice Dehousse, ministre de la politique scientifique du gouvernement Dehaene et enfant terrible du PS liégeois, répondait aux questions de Télémoustique sur l'assassinat d'André Cools et les «affaires» liégeoises. A lire aussi entre les lignes.

TELEMOUSTIQUE. — Certaines personnalités du parti socialiste, tels Alain Van der Biest et Guy Mathot, sont actuellement citées dans le dossier de l'assassinat d'André Cools. Certains laissent entendre que la solution de cette affaire se trouve au sein du PS liégeois. On peut joindre à cette hypothèse ces déclarations récentes du procureur général Léon Giet : « *L'enquête pourrait progresser si les hommes politiques se décidaient enfin à parler* ». Qu'en pensez-vous?

Jean-Maurice Dehousse. — Ma carrière politique doit beaucoup à André Cools. C'est grâce à lui que je suis devenu député, puis ministre pour la première fois en 1977 et encore président de l'Exécutif de la Région wallonne autonome en 1979. Cela dit, tout le monde sait que mes relations avec Cools se sont détériorées au cours de ces dernières années. Elles sont même devenues franchement mauvaises. Dès lors, je ne pense pas que, sur le million d'habitants de la province de Liège, il y ait beaucoup de gens qui croient qu'André Cools m'ait fait des confidences peu de temps avant de mourir. Les propos du procureur général Giet ne s'adressent donc pas à moi. J'ai d'ailleurs eu l'occasion de rencontrer les enquêteurs chargés de l'affaire Cools. Je leur ait dit ce que je savais : c'est-à-dire rien du tout. Pour le reste, il va de soi que je ne peux admettre l'assassinat de Cools, quelles que fussent mes difficultés avec lui. Globalement, cette affaire n'est pas bonne pour la démocratie. Je souhaite donc que la vérité soit faite... Toute la vérité, quelle qu'elle soit.

Sénépart.

TM □ Permettez-nous d'insister. N'avez-vous pas l'impression que la vérité se trouve dans les rangs socialistes liégeois?

J.-M. D. — Non!... Jusqu'à présent, on ne sait quelle est la part de vérité dans ce qu'on dit à ce sujet. Et surtout, est-ce toute la vérité? Ce n'est pas évident. Ainsi, je ne sais pas dans quelle mesure il y a une responsabilité ou des faiblesses de la part de M. Van der Biest. C'est l'enquête qui devra le déterminer. En tout cas, j'ai peine à imaginer Alain Van der Biest en chef de gang. Pour le reste, il est vrai que les éléments qui ressortent autour et alentour de l'affaire Cools ne devraient pas avoir trait à la vie normale d'un parti politique. Ce qui domine dans tout cela, ce sont des rapports d'argent. Et vous savez bien qu'à Liège, je me suis prononcé depuis longtemps contre ce que j'appelle le « socialisme des affaires ». Pas les affaires au sens judiciaire, mais je n'aime pas que les hommes politiques confondent la tâche publique qui est la leur avec des gestions qui engendrent fatalement, à cause du rôle de l'argent, des zones d'ombre. Je déteste l'argent public manipulé sans contrôle. J'ai detesté cela toute ma vie et je n'ai pas changé d'avis. Ce n'est pas la profession des hommes politiques de gérer de l'argent, il y a des professionnels pour cela. Quand j'ai créé la SRIW, j'y ait fait placé des gestionnaires, pas des hommes politiques...

TM □ Justement, à Liège, il semble exister une étroite concordance entre pouvoir politique et pouvoir économique. On trouve un subtil dosage à dominante socialiste dans une longue série de sociétés d'investissement, d'intercommunales etc. Cela peut conduire à des contradictions entre l'action politique et des intérêts financiers, voire même à des abus.

J.-M. D. — Vous êtes victime d'un jeu de miroir. Comme on parle plus de Liège, on prête plus d'attention à ce qui se passe dans cette ville. Dans les faits, il y a beaucoup d'exemples de ce genre dans le pays. M. Hatry à Bruxelles est un homme qui vient d'une fédération pétrolière importante. Cela représente des intérêts, de l'argent. Paul Boël, parlementaire du Hainaut, est un industriel à la tête d'une fortune importante. Donc, il n'y a pas que les Liégeois. Il y a d'autres régions de Wallonie où des mandataires politiques prennent des responsabilités importantes dans la gestion d'intercommunales et des « invests ». A ce niveau, mon analyse est très claire : on a fait une grande erreur sous le gouvernement Martens-Gol en créant les « invests ». Cela est profondément à la base d'une dérive dans le monde politique. On a pris de l'argent public et on l'a mis à la disposition d'une série de gens avec un contrôle tout à fait inefficace et un manque évident de transparence...

TM □ Paradoxalement, c'est un Bruxellois qui a eu les déclarations les plus fortes à propos de l'affaire Cools. Philippe Moureaux, en l'occurrence, disait récemment : « *Je sais que Cools a pris des risques et qu'il fréquentait des milieux dangereux. Mais je sais également qu'il n'a pas quitté le droit chemin. Parce qu'il était droit, il devait mourir. Tout ce que j'ai appris depuis sur cet attentat m'a renforcé dans mes convictions. L'attentat n'était ni une erreur ni une décision inconsidérée. Il avait été préparé longuement à l'avance, et peut-être cela augure-t-il ce que l'on connaît actuellement en Italie. La mort de Cools est comparable à celle du juge Falcone, et chaque jour, je m'étonne que le monde politique et la justice aient réagi légèrement, comme s'il s'agissait d'un simple fait divers. Ce pays semble accepter l'existence de la Mafia* ». Vos commentaires?

J.-M. D. — Il y a quinze ans, déjà, André Cools était armé en permanence. Pendant une longue période de sa vie, il a été l'objet de menaces. Il a aussi été victime de pressions souvent insupportables. Il en souffrait beaucoup. Moi aussi, j'ai fait l'objet de menaces, de protections rapprochées à certains moments. On m'a déconseillé de me rendre à certains endroits. Cools était un homme qui attirait la violence parce que la violence était en lui...

TM □ Certes, mais les propos de M. Moureaux font allusion à autre chose. Le vice-premier ministre parle, lui, de la Mafia. N'avez-vous pas l'impression que certains milieux mafieux tentent à Liège, notamment, de gangrener le monde politique?

J.-M. D. — C'est la première fois que je vois une interférence de ce genre à Liège. Je n'en ai jamais eu le sentiment auparavant. Jamais en ce qui concerne André Cools. Il aimait plutôt jouer au pourfendeur, au justicier. Ceci est tout à fait nouveau et inquiétant. Néanmoins, si je devais écrire un jour — et je compte le faire — l'histoire de mon parcours politique à Liège, je consacrerais deux chapitres à Cools. L'un des deux, je l'appellerais volontiers « Cools le Grand » parce que sans lui bien des choses importantes ne se seraient pas faites pour la Wallonie. Mais je pense que j'aurais aussi un chapitre qui s'appellerait « Cools, le noir ». Parce que cet homme a profondément changé au fil des ans. Quand je suis rentré au PS, Cools incarnait la révolte, le changement, la gauche. Quand Cools est mort, il n'incarnait plus rien de tout cela. Il était devenu le pouvoir, le partisan d'un monde d'ordre où l'on matait les rebelles. Il n'incarnait guère plus la gauche... Je crois que cet homme avait vieilli, qu'il était devenu amer. Cools voulait tout régenter. Les êtres y compris. Je l'ai vu violent et pas seulement en paroles. Est-ce que, quelque part, il n'a pas voulu traiter quelqu'un d'un autre monde comme il voulait traiter les gens du monde politique? D'autre part, je crois qu'avec le temps les gens qui lui servaient de protecteur, de gardien, ont disparu. Certains garde-fous ont sauté, je ne pense pas qu'ils ont été remplacés... Les historiens devront un jour se pencher sur cette phrase de Cools : « Je m'allierais avec le diable pour sauver la Wallonie ». Et effectivement, je pense qu'il a trouvé quelque part le diable.

TM □ Le diable?

J.-M. D. — Je n'ai jamais pensé que l'on trouverait M. de Bonvoisin dans une connexion avec André Cools. Or, différentes affaires ont établi l'existence de tels liens et en particulier celle des horodateurs...

TM □ Justement, il y a eu cette affaire des horodateurs, on a aussi beaucoup parlé, il y a quelque temps, des fréquentations de M. Mathot...

J.-M. D. — Mathot n'a jamais été inculpé. Plus de vingt mille électeurs ont voté pour lui. Quant aux fréquentations, on dit beaucoup de choses, on a aussi parlé des fréquentations de Grafé dans un sens ou dans un autre. Il y a eu d'autres dossiers que des dossiers socialistes.

TM □ Il y a tout de même eu beaucoup d'affaires à Liège...

J.-M. D. — L'affaire Vanden Boeynants n'était pas à Liège.

TM □ Vous n'avez donc pas l'impression que le climat politique dans la Cité Ardente est plus préoccupant qu'ailleurs?

J.-M. D. — Je pense plutôt que, pour le meilleur comme pour le pire, les pulsions sont plus fortes à Liège que dans d'autres endroits du pays.

TM □ Reste qu'il y a beaucoup d'affaires qui concernent le parti socialiste liégeois...

J.-M. D. — Vous savez bien que j'ai eu des désaccords avec la Fédération liégeoise du parti. Je n'ai pas voulu m'inscrire dans un certain nombre de choses que j'estimais mauvaises. Un homme politique doit faire des choix. C'est bien une raison pour laquelle je n'ai rien à dire aux enquêteurs sur l'affaire Cools.

TM □ A votre avis, peut-on faire un lien entre le « socialisme des affaires » et l'affaire Cools?

J.-M. D. — Je n'en sais rien. C'est un peu vite dit. Moi, je découvre chaque jour un certain nombre de choses... Je trouve dans tout ceci toute la démonstration de ce que je n'ai cessé de dire : il y a des années lumière entre le militant socialiste et ce qu'il souhaite que sa Fédération fasse et tout ce qui se fait. Or, la Fédération liégeoise du PS, ce n'était pas Cools tout seul ou trois personnes ou douze personnes. La Fédération de Liège, cela a été jusqu'à 33.000 affiliés. Beaucoup de militants sont déconcertés par tout ce qui apparaît par toutes ces fissures par lesquelles on voit suinter l'argent. C'est la raison pour laquelle j'aspire à un nettoyage. J'espère donc que nous aurons toute la vérité sur cet assassinat. Pour le moment, je ne pense pas que nous y soyons arrivés. Le PS sous l'impulsion d'André Cools s'est mis à fréquenter beaucoup d'autres gens et finalement cela m'a peiné. Nous étions des militants dans un parti de masse et nous avions de plus en plus le sentiment que les décisions étaient prises ailleurs. C'est devenu tout à fait malsain. Beaucoup ont regretté fortement cette dérive de la Fédération liégeoise.

TM □ Dans le même ordre d'idée, vous avez mis en cause, en mars 1991, le rôle de la franc-maçonnerie à Liège...

J.-M. D. — Non. Pas de la franc-maçonnerie en tant que telle. Il ne s'agit pas d'une entité homogène que j'aurais rejetée en bloc. Il n'en reste pas moins que l'interférence entre certaines activités maçonniques et politiques à Liège est apparue en long et en large dans l'affaire des horodateurs, comme le démontre le réquisitoire fait par le Parquet dans ce dossier. Pour Cools, il est évident que la franc-maçonnerie était une de ses passions et un des leviers de son pouvoir. On a eu ainsi l'impression qu'une série de décisions importantes ont été prises en dehors de tout contrôle du parti dans la loge de Cools. Mais il y a eu aussi des protestations d'autres loges.

TM □ Cools a disparu. Qui détient aujourd'hui le pouvoir à Liège?

J.-M. D. — Jeremy Bentham a dit naguère : « *Le pouvoir corrompt et le pouvoir absolu corrompt absolument* ». C'est la raison pour laquelle le pouvoir doit absolument être partagé. A Liège, nous sommes passés d'un extrême à l'autre. L'assassinat de Cools a fait que la personnalité la plus importante, et pour certains la plus pesante du bassin, a été éliminée dans des conditions atroces pour ses proches. Mais en terme de pouvoir on est passé d'un pouvoir hypertrophié — le chêne s'est abattu — à un pouvoir émietté. Pour ma part, je ne souhaite pas qu'un nouveau chêne remplace l'ancien... J'espère au contraire un nouvel équilibre. ■

Entretien :
Michel BOUFFIOUX.